



Bulletin mensuel de Statistiques des Finances Publiques

Février 2005

Les Principales Tendances

1. Le volume des recettes ordinaires est de l'ordre de 25,4 MMDhs soit une hausse de 69% par rapport à fin février 2004.
2. Les recettes fiscales augmentent de 30% en raison des niveaux exceptionnels des recettes IS (2,4 MMDhs) et IGR (4,8 MMDhs)
3. Les recettes non fiscales, hors produit des privatisations, sont en hausse de 5%.
4. La cession de 15,9% du capital d'IAM a rapporté au budget général 6,2 MMDhs.
5. Le solde primaire dégagé à fin février 2005, qui est de l'ordre de 10 MMDhs, résulte de la performance exceptionnelle des recettes ordinaires et du maintien des dépenses en biens et services, à un niveau normal (15 MMDhs).
6. Le solde ordinaire positif de 5,6 MMDhs a permis de couvrir la totalité des dépenses d'investissement qui ont atteint 2,4 MMDhs à fin février 2005.
7. Le solde du trésor est de l'ordre de 7,6 MMDhs. Cet excédent a permis de couvrir les besoins nets en financement extérieur (-2,1 MMDhs) et le solde négatif du financement intérieur (-6,4 MMDhs).

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(Hors TVA des collectivités locales)

En Millions de Dhs

	FEVRIER 2004	L.F. 2005	FEVRIER 2005	Taux de réel	Evol %
1- RECETTES ORDINAIRES	15 060	113 665	25 398	22	69
1.1- Recettes fiscales	13 263	88 745	17 261	19	30
- Impôts directs	4 925	37 170	7 377	20	50
- Impôts indirects	5 148	35 983	6 250	17	21
- Droits de douane	1 683	10 067	1 759	17	5
- Enregistrement et timbres	1 507	5 525	1 875	34	24
1.2- Recettes non fiscales	1 011	20 960	7 264	35	618
- Monopoles	357	5 869	240	4	-33
- Domaine	18	278	57	20	214
- Autres recettes	636	2 813	767	27	21
- Privatisation	0	12 000	6 200	52	
1.3- Recettes de certains CST	786	3 960	874	22	11
- Fonds de soutien des prix	465	1 810	535	30	15
- Fonds spécial routier	321	2 150	339	16	5
2- DEPENSES ORDINAIRES	17 300	98 504	18 848	19	9
- Biens et services	13 322	75 093	15 373	20	15
Personnel(BG)	9 451	59 382	11 221	19	19
Autres biens et services (*)	3 871	15 711	4 151	26	7
- Intérêts de la dette	3 978	17 311	3 475	20	-13
Intérieure	3 531	14 777	3 089	21	-13
Extérieure	447	2 534	386	15	-14
- Compensation	0	6 100	0	0	
dont Fonds de soutien des prix	0	1 810	0	0	
3- SOLDE ORDINAIRE	-2 240	15 161	6 551	43	
4- INVESTISSEMENT	2 833	21 294	2 385	11	-16
dont Fonds Spécial Routier	0	2 150	11	1	
5- SOLDE DES CST	2 704	-83	3 420		27
6- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-2 369	-6 216	7 586		
7- VARIATION DES INSTANCES	1 322		955		
8- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT	-1 047	-6 216	8 541		
9- FINANCEMENT INTERIEUR	3 577	6 273	-7 269		
dont :					
Adjudications	6 642		7 489		
Bons à 6 mois	-155		-200		
Autres emprunts	-579		-313		
Dépôts au trésor	5 831		-143		
Cpte Courant du Trésor à BAM	-2 789		-2 939		
10- FINANCEMENT EXTERIEUR	-2 530	-57	-1 272		
Tirages et dons	487	7 720	811		
Amortissements	3 017	7 777	2 083		

(*) les prévisions 2005 n'intègrent pas l'apurement des arriérés CMR (11.080 MDhs).



RECETTES ORDINAIRES

En Millions de Dhs

	FEVRIER 2004	L.F. 2005	FEVRIER 2005	Taux de réal	Evol %
<u>RECETTES FISCALES</u>	<u>13 263</u>	<u>88 745</u>	<u>17 261</u>	<u>19</u>	<u>30</u>
IMPÔTS DIRECTS	4 925	37 170	7 377	20	50
Impôt des Patentes	24	300	39	13	61
Impôt sur les Sociétés	1 176	15 775	2 410	15	105
I.G.R	3 635	20 422	4 805	24	32
Taxe Urbaine	4	86	15	17	271
Majorations de retard	49	552	95	17	94
Autres	37	35	14	40	-62
DROITS DE DOUANE	1 683	10 067	1 759	17	5
IMPÔTS INDIRECTS	5 148	35 983	6 250	17	21
TIC	1 952	15 050	2 256	15	16
Tabacs	705	5 831	679	12	-4
Produits Énergétiques	1 063	8 123	1 390	17	31
Autres	184	1 096	187	17	2
TVA	3 196	20 933	3 994	19	25
T.V.A - intérieure	1 580	9 551	2 118	22	34
T.V.A - importation	1 616	11 382	1 876	16	16
ENREGISTREMENT ET TIMBRE	1 507	5 525	1 875	34	24
<u>RECETTES NON FISCALES</u>	<u>1 011</u>	<u>20 960</u>	<u>7 264</u>	<u>35</u>	<u>618</u>
DOMAINE	18	278	57	20	214
MONOPOLES	357	5 869	240	4	-33
PRIVATISATION	0	12 000	6 200	52	
FONDS DE CONCOURS	65	0	156		
REC. EN ATTENUATION DE DEPSES.	177	791	266	34	
AUTRES PRODUITS	394	2 022	345	17	-12
<u>RECETTES DE CERTAINS CST</u>	<u>786</u>	<u>3 960</u>	<u>874</u>	<u>22</u>	<u>11</u>
FDS SOUTIEN PRIX ALIMENTAIRES	465	1 810	535	30	15
FDS SPECIAL ROUTIER	321	2 150	339	16	5
<u>TOTAL DU BUDGET GENERAL</u>	<u>15 060</u>	<u>113 665</u>	<u>25 398</u>	<u>22</u>	<u>69</u>



LA SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

Au terme du mois de février 2005, les charges et ressources du Trésor ont évolué comme suit :

- 1- Les recettes ordinaires progressent de 69% en raison des excellents résultats aussi bien des recettes fiscales que non fiscales;
- 2- Les dépenses globales (ordinaires + investissement) n'augmentent que de 5%;
- 3- L'excédent du Trésor est de 7,8 MM.Dhs,
- 4- Le volume des instances de visa a augmenté de près de 1 MMDhs par rapport à fin décembre 2004 .

LES RECETTES ORDINAIRES

A fin février 2005, les recettes ordinaires ont atteint 25,4 MMDhs dont 68% sont d'ordre fiscal. Elles sont en augmentation de 69% par rapport à fin février 2004.

Ce résultat est induit essentiellement par les performances exceptionnelles des impôts directs et indirects ainsi que le produit des privatisations.

Les recettes fiscales

L'impôt sur les sociétés Les recettes nettes réalisées au titre de l'impôt sur les sociétés ont atteint 2,4 MM.DH suite à d'exceptionnels recouvrements rôles et ce, malgré l'importance des annulations. L'impôt sur les sociétés enregistre ainsi une augmentation de 105% par rapport à fin février 2004 et un taux de réalisation par rapport aux prévisions de 15%.

L'impôt général sur le revenu Le montant des recettes réalisées au titre de l'IGR a été de près de 4,8 MM.Dhs à fin février 2005, soit un accroissement de 32% par rapport à l'année précédente et un taux de réalisation de 24 % par rapport aux prévisions de la LF. Les retenues salariales qui en constituent 79% sont en hausse de 28% par rapport à fin février 2004 grâce au volume des prélèvements sur les salaires du secteur public (1,6 MM.Dhs contre 1 MM.Dhs en 2004).

	FEVRIER 2004	FEVRIER 2005	Evol. en %	Structure IGR 2004
IGR total	3 635	4 805	32%	100
1- Retenues salariales	2 959	3 786	28%	79
- IGR prélevé par PPR	1 006	1 579	57%	33
- Autres retenues	1 953	2207	13%	46
2- Autres	676	1 019	51%	21

L'évolution des retenues PPR (109%) fait suite à la mise en œuvre de la promotion exceptionnelle de certaines catégories de fonctionnaires.

Les droits de douane En augmentation de 5%, les droits de douane ont été réalisés à hauteur de 17% des prévisions de la loi de finances.

Les impôts indirects se sont élevés à 6,2 MM.Dhs et sont en hausse de 21% par rapport à fin février 2004. Cette importante évolution est le résultat des hausses respectives des recettes de la TVA (25%) et des TIC (16%).

Les hausses des deux catégories de la TVA ainsi que la TIC sur produits énergétiques sont particulièrement élevées : TVA à l'intérieur : (35%) , TVA à l'importation : (16%) et TIC sur produits énergétiques (31%) .

L'enregistrement et timbre Les recettes relatives aux droits de l'enregistrement et du timbre s'améliorent de 24%, soit un taux de réalisation de 34 % par rapport aux prévisions de la LF 2005. Ces taux s'expliquent, entre autres, par le versement à partir de janvier 2005, de la taxe sur les assurances sur une base mensuelle et non trimestrielle.

Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales atteignent 7,3 MM.Dhs contre 1 MM.Dhs l'année précédente. Ce montant fait suite au versement au budget général de la part qui lui revient dans le produit de la privatisation d'IAM, soit 6,2 MMDhs

Les recettes de monopoles En ce début d'exercice, les versements de dividendes sont encore faibles. Ils ne rapportent que 240 Millions de Dhs contre 357 Millions un an auparavant.

	FEVRIER 2004	L.F. 2005	FEVRIER 2005	Variation	Taux de Réal
B.A.M	105	1 793	112	7%	6
I.A.M	0	1 251	0		0
C.D.G	59	500	0		0
O.N.T	0	45	0		0
A.N.C.F.C.C	100	500	0		0
O.C.P	81	1 204	108	33%	9
Divers	12	576	20	67%	3
TOTAL	357	5 869	240	-33%	4



Les recettes des privatisations pour 12 MM.Dhs sont réalisées à moitié grâce à la cession d'IAM (6,2 MMDhs)

Les autres catégories de recettes non fiscales sont:

- ✘ les recettes en atténuation de dépenses provenant essentiellement des plus-values sur adjudications par assimilation : 266 M.Dhs ;
- ✘ la redevance gazoduc : 179 MDhs ;
- ✘ les intérêts sur placements et avances : 51 MDhs ;
- ✘ les fonds de concours : 156 M.Dhs ;

Autres éléments d'appréciation de l'évolution des recettes

A fin février 2004, le montant provisoire des **recettes brutes globales sur rôles** réalisées au titre des impôts et ont atteint 2,9 MM.Dhs contre 0,7 MM.Dhs à fin février 2004. Cette augmentation est engendrée essentiellement par l'accélération du rythme des recouvrements de l'IS et de l'IGR.

RECETTES BRUTES SUR ROLES			
	FEVRIER 2004	FEVRIER 2005	Evolution en %
T.V.A	55	106	93%
I.S	149	1 975	1226%
I.G.R	145	395	172%
Autres	380	491	29%
TOTAL	729	2 967	307%

ANNULATIONS (sur rôles) ET RESTITUTIONS (sur déclarations)									
	FEVRIER 2004			FEVRIER 2005			Evolutions		
	Annul. (Rôles)	Restit (Décl.)	Total	Annul. (Rôles)	Restit (Décl.)	Total	Annul. (Rôles)	Restit (Décl.)	Total
T.V.A	12	117	129	73	23	96	508%	-80%	-26%
I.S	46	89	135	755	8	763	1541%	-91%	465%
I.G.R	4	4	8	98	3	101	2350%	-25%	1163%
Autres	42	2	44	135	0	135	221%	-100%	207%
TOTAL	104	212	316	1 061	34	1 095	920%	-84%	247%

LES DEPENSES

Les dépenses se sont établies à près de 24,6 MM.Dhs à fin février 2005, soit une baisse de 4,3% par rapport à leur niveau de fin février 2004 en raison, essentiellement aux baisses des dépenses afférentes à la dette publique (26%) et des dépenses d'investissement (17%). La structure de ces dépenses est dominée par la dette publique suivi du fonctionnement et de l'investissement.

DEPENSES DU BUDGET GENERAL					
	FEVRIER 2004	L.F. 2005	FEVRIER 2005	Taux 2005	Var
Fonctionnement (*)	13 556	90 563	15 406	17	13,6%
Investissement	2 830	27 540	2 349	9	-17,0%
dont reports		8 500			
Dette publique	9 355	39 389	6 891	17	-26,3%
TOTAL	25 741	165 992	24 646	15	-4,3%

(*) les prévisions 2005 n'intègrent pas les arriérés CMR (11.080 Millions Dhs)

LES DEPENSES ORDINAIRES

Malgré la hausse importante des dépenses de personnel (19%), les dépenses ordinaires (18,9MMDhs) ont enregistré une hausse de 9% par rapport à leur niveau de février 2004 et ont été réalisées à hauteur de 19% des prévisions de la loi de finances. Cette évolution est imprimée essentiellement par les réductions des dépenses des autres biens et services (6%) et des intérêts de la dette publique (13%).

DEPENSES EN BIENS ET SERVICES (Budget Général)					
	FEVRIER 2004	L.F. 2005	FEVRIER 2005	Taux 2005	Var
Personnel	9 451	59 382	11 221	19%	19%
Matériel	3 987	15 459	3 659	24%	-8%
Sub & Transf (charges communes)	118	12 458	526	4%	346%
dont Compensation	0	4 290	500	12%	
Dépenses imprévues		3 264	0		
TOTAL	13 556	90 563	15 906	18%	17%

Les dépenses en biens et services Près de 71% de ces dépenses sont consacrées au chapitre personnel qui atteint 11,2 MM.DH et progresse de 19% par rapport à fin février 2004 en raison notamment de la mise en œuvre de la promotion exceptionnelle dont le coût, en janvier, a été de 1.259 Millions de Dhs.

Les dépenses de matériel sont en baisse de 8% étant donné qu'au début de l'année. Par contre, les subventions et transferts sont passées de 118 Millions de Dhs à fin février 2004 à 526 Millions à fin février 2005 .

Les charges en intérêts de la dette ont atteint 3,5 MMDhs, soit une diminution de 13%, ce qui résulte de la conjugaison des baisses respectives de 12% et 14% des intérêts de la dette intérieure et extérieure.



Le solde ordinaire qui se dégage des recettes et des dépenses ordinaires s'établit ainsi à près de 6,5 MMDhs.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Contrairement aux exercices précédents, le montant des dépenses d'investissement du budget général est relativement élevé puisqu'il atteint 821 Millions de Dhs au lieu 315 Millions de Dhs seulement à fin février 2004.

Emissions d'investissement du Budget Général					
	FEVRIER 2004	L.F. 2005	FEVRIER 2005	Réalisé	Variation
1- Investissements directs	315	16 474	821	5%	161%
2- Subventions et transferts :	2 516	11 073	1 528	14%	-39%
2.1- sur charges communes :	669	4 422	1 202	27%	
Dette des Etablis. Publics	0	929	240	26%	
Augmentation capital des Etablissements Publics	0	300	0	0%	
Concours divers	669	2 643	962	36%	
Ristournes d'intérêt et risque de change	0	550	0	0%	
2.2- autres subventions (ministères)	1 847	6 651	326	5%	-82%
TOTAL	2 831	27 547	2 349	9%	-17%

LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Au terme du mois de février 2005, les recettes des comptes spéciaux du Trésor se sont établies à 6,0 MMDhs soit un taux de réalisation de 25% des prévisions. Ces recettes concernent principalement les comptes d'affectation spéciale (4,6 MMDhs).

Les dépenses ont, pour leur part, atteint 1,8 MMDhs dont plus de la moitié a bénéficié au compte spécial "part TVA des collectivités locales".

Ainsi, l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor a dégagé à fin janvier 2004 un solde positif de 4,3 MM.Dhs.

	RECETTES				DEPENSES			
	FEVRIER 2004	L.F. 2005	FEVRIER 2005	Réal	FEVRIER 2004	L.F. 2005	FEVRIER 2005	Réal
C.A.S	3 697	19 925	4 597	23	1 146	19 925	1 008	5
TVA des CL	1 370	8 971	1 712	19	115	8 971	775	9
Soutien prdts alim	465	1 810	535	30	0	1 810	0	0
Fds Sp. routier	321	2 150	339	16	0	2 150	11	1
Fds dév. Agricole	132	687	7	1	0	687	0	0
Fds emploi domanial	70	698	16	2	0	698	0	0
Autres	1 339	5 609	1 989	35	1 031	5 609	222	4
Cptes de prêts	65	285	64	22	0	253	0	0
C. Dép Dotation	1 186	4 094	1 387	34	310	4 093	755	18
Autres CST	0	5	0	0	2	121	2	2
TOTAL	4 948	24 309	6 048	25	1 458	24 392	1 766	7

Le solde global du Trésor Le solde global du trésor est excédentaire de l'ordre de 11,1 MM.DH.

Les instances de visa et de règlement

Leur montant s'est établi à 2,6 MMDhs à fin février 2005 contre 1,7 MM.DH à fin décembre 2004, soit une augmentation de 955

Millions de Dhs touchant principalement les établissements publics .

	DEC 2004	FEVRIER 2005
Fonctionnement	786	1288
- Entreprises privées	737	565
- Etablissements publics	49	723
Investissement	420	442
- Entreprises privées	378	419
- Etablissements publics	42	23
Comptes spéciaux du Trésor	493	924
- Entreprises privées	458	207
- Etablissements publics	35	717
Total	1699	2654

LE FINANCEMENT

Compte tenu de l'excédent de financement du Trésor qui est de l'ordre 7,6 MM.DH et du solde négatif du financement extérieur de 1,3 MMDH, le financement intérieur dégage une situation nette négative de 7,3 MMDhs à fin février.

Le financement extérieur

Le financement extérieur est négatif de 1,3 MMDhs à fin février 2005. Il résulte d'un flux d'amortissements (2,1 MMDhs) dépassant largement le montant des tirages et dons (0,8 MMDhs) .

Le financement intérieur

Le financement intérieur négatif de 7,3 MMDhs résulte notamment :

- ✘ du recours aux adjudications pour 7,3 MM.DH ;
- ✘ du flux net négatif de 200 Millions de Dhs au titre des bons du Trésor à 6 mois ;
- ✘ de la baisse de 143 Millions de Dhs des dépôts au Trésor par rapport à fin décembre 2004 ;
- ✘ et de la hausse de 2.939 Millions de Dhs des disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib.



Le marché des adjudications La principale source de financement des besoins du trésor est constituée des émissions de bons du trésor par voie d'adjudications, soit 97% de l'encours de la dette publique intérieure à fin février 2005..

L'encours de la dette intérieure Est en progression de 3,1% par rapport à son niveau à fin décembre 2004. Cette évolution résulte d'une hausse de l'encours des bons du Trésor émis par voie d'adjudication de l'ordre de 3,5% et d'une baisse de 7,4% des autres compartiments de la dette intérieure.

	DEC 2004	Sscrptions	Rembrsmts	JANVIER 2005
Adjudications	214 826	11 116	5 046	220 896
13 semaines	1 010	150	520	640
26 semaines	1 154	156	0	1 310
52 semaines	15 892	4 580	0	20 472
2 ans	12 611	200	3 306	9 505
5 ans	83 849	1 463	1 220	84 092
10 ans	55 499	2 116	0	57 615
15 ans	42 192	1 471	0	43 663
20 ans	2 619	980	0	3 599
Bons à 6 mois	2 873	270	376	2 767
Autres	5 362	0	4	5 358
Total	223 061	11 386	5 426	229 021

Les dépôts au Trésor ont atteint près de 28,9 MM.DH à fin février 2005, soit une légère diminution de 143 M.Dhs par rapport à leur niveau à fin décembre 2004.

ENCOURS DES DEPOTS AU TRESOR			
	DEC 2004	FEVRIER 2005	VARIATION
Agence Bancaire Centrale	21 245	20 463	-3,7
Réseau	7 835	8 474	8,2
ENSEMBLE	29 080	28 937	-0,5

Les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib ont atteint 2.939 MMDhs contre 1 MDhs à fin décembre 2004.

